

①

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Arrêté ministériel d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, concernant les captages F1 et Bonne Fontaine du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan à Guer (Morbihan).

Le ministre de la défense et des anciens combattants,

- Vu le code de la santé publique notamment le titre II du livre II relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Vu le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre II, relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;
- Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à l'autorisation sous la rubrique n° 1.1.1.0 ;
- Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à l'autorisation sous la rubrique n° 1.3.1.0-1 ;
- Vu l'arrêté du 6 juin 2005 fixant les modalités d'application aux installations, aux services et organismes dépendant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministre de la défense des dispositions du titre II du livre III de la partie réglementaire du code de la santé publique relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Vu l'arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- Vu l'instruction n° 2197/DEF/DCSSA/AST/VET du 27 juillet 2005 relative aux procédures d'instruction des demandes d'autorisation de prélèvement et d'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Vu l'instruction n° 20195/DEF/SGA/DMPA/SDP/ENV du 6 février 2009 relative à l'organisation et aux modalités de la gestion de la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine prélevées ou utilisées par le ministère de la défense ;
- Vu l'instruction n° 20079/DEF/SGA/DAJ/D/2/P/DSE du 5 janvier 2005 relative aux incidents ou accidents survenus dans les établissements relevant du ministère de la défense ou dans des établissements comprenant des installations classées dont la police est assurée par l'inspection des installations classées de la défense ;

- Vu le mémoire de demande établi par le groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan en date du 1^{er} mars 2011 ;
- Vu l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date d'octobre 2008 ;
- Vu l'avis du contrôle général des armées en date du 5 septembre 2011 ;
- Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Morbihan lors de sa séance du 23 septembre 2011 ;
- Vu l'avis de la direction centrale du service de santé des armées en date du 10 novembre 2011.

Arrête :

Article 1

Le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, est autorisé à prélever et à utiliser des eaux destinées à la consommation humaine qui proviennent des captages F1 et Bonne Fontaine, décrits ci-après et situés sur la commune de BEIGNON (56380). La présente autorisation est valable sous réserve du respect des prescriptions techniques particulières annexées au présent arrêté et dans la limite des prélèvements maximaux suivants :

- F1 : 15 m³/heure soit 270 m³/jour et 98550 m³/an ;
- Bonne Fontaine : 12 m³/heure soit 288 m³/jour et 103680 m³/an.

Le captage F1 (indice BRGM n° 03518X0026) est situé sur la parcelle cadastrale section A, feuille n° 2, parcelle n° 13.

Le captage Bonne Fontaine (indice BRGM n° 03518X0016) est situé sur la parcelle cadastrale section E, feuille n° 5, parcelle n° 780.

Compte tenu du recoupement probable des aires d'alimentation des deux captages, un suivi des débits et des niveaux piézométriques sera réalisé afin d'adapter les prélèvements.

Les eaux prélevées servent à l'alimentation en eau potable du camp de Coëtquidan, sans exportation d'eau à l'extérieur de l'enceinte du camp.

Article 2

Le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, assurera la mise en place d'une organisation des responsabilités en matière de production et de distribution de l'eau au sein de son unité, en vue de garantir la maîtrise des processus techniques, ainsi que la mise en œuvre d'une surveillance permanente de la qualité des eaux distribuées et de l'exploitation des données ainsi obtenues. A ce titre, il désignera un pilote de processus « eau » pour le site. Il veillera à ce que les personnels chargés d'activités techniques dans ce domaine reçoivent une formation adaptée et disposent de documents techniques de référence actualisés.

Article 3

La filière de traitement mise en œuvre assurera la conformité de l'eau aux exigences qualitatives réglementaires. Sa pertinence sera réévaluée de façon périodique, afin de tenir compte d'éventuelles évolutions de la qualité de la ressource.

Article 4

Dans le cadre de la prévention des risques biologiques, le taux de chlore libre dans l'eau sera maintenu constamment à des valeurs minimales de 0,3 mg/L au niveau des réservoirs de stockage et à 0,1 mg/L en tout point du réseau. Une surveillance quotidienne de la teneur en chlore actif dans l'eau, en production et en distribution, sera effectuée, par mesure directe.

Article 5

La surveillance de la qualité des eaux brutes devra permettre de détecter au plus tôt la survenue de toute anomalie ou pollution chimique. A ce titre, des mesures quotidiennes de turbidité et de conductivité de l'eau seront effectuées.

Article 6

Préalablement à la mise en service des installations, une analyse de vérification de la qualité de l'eau distribuée sera réalisée selon le canevas P1 + P2 sur de l'eau prélevée immédiatement après traitement.

Les analyses d'eau prévues dans le cadre du contrôle sanitaire seront effectuées selon le programme suivant :

- *Ressource* : une analyse tous les deux ans de l'eau brute provenant de chacun des deux captages, avant traitement, selon le canevas RP ;
- *Mise en distribution* : trois analyses par an selon le canevas P1 et une analyse par an selon le canevas P2 d'eau prélevée immédiatement après traitement ;
- *Mise en consommation* : neuf analyses par an selon le programme D1 et une analyse par an selon le programme D2 aux robinets du centre de production alimentaire (bâtiment 0430) et du local légumerie des cercles-mess Wagram (bâtiment 0068) et De Lattre (bâtiment 0267).

Article 7

Le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, s'assurera du respect des prescriptions définies en annexe au niveau des périmètres de protection du captage. Il entretiendra tout particulièrement des relations suivies avec le service des eaux du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable (SIAEP) de Guer-Beignon afin d'être tenu informé, le cas échéant, de toute pollution environnementale susceptible d'affecter la qualité de l'eau.

Les captages identifiés sous les dénominations de Moulinet (indice BRGM n° 035018X0015, n° 035018X0031 et n° 035018X0032) et Juha (indice BRGM n° 035018X0017) devront être neutralisés selon les règles de l'art. La station de traitement de la Fosse Noire sera démantelée ou cédée à un tiers dans un délai d'un an à partir de la parution du présent arrêté.

Article 8

Toutes les données recueillies à l'occasion de la surveillance des installations et de la réalisation du contrôle sanitaire seront communiquées dans les meilleurs délais aux autorités compétentes, soit :

- l'état-major de soutien défense de RENNES ;
- la direction régionale du service de santé des armées de BREST/service vétérinaire des armées - antenne vétérinaire de RENNES.

Par ailleurs, tout événement en relation avec une pollution environnementale ou une contamination de la ressource sera notifié immédiatement à la délégation territoriale du

Morbihan de l'agence régionale de santé de Bretagne et au contrôle général des armées, inspection des installations classées.

Article 9

En cas d'aliénation du site, et si le nouveau propriétaire souhaite conserver l'exploitation de ces forages il doit en faire la déclaration au préfet :

- au titre du code de la santé publique (article R1321-11) pour ce qui concerne l'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine ;
- au titre du code de l'environnement (article R. 214-45) pour ce qui concerne les installations, ouvrages, travaux et activités relevant d'une rubrique de la nomenclature «eau» dans les trois mois qui suivent la prise en charge de ceux-ci.

Des copies des récépissés établis à la suite de ces déclarations seront transmises au contrôle général des armées, inspection des installations classées.

Article 10

En cas d'abandon du forage lors de l'aliénation du site ou pour toute autre raison, l'exploitant actuel respectera les dispositions des arrêtés modifiés du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles «L. 214-1 à L. 214-3» du code de l'environnement et relevant des rubriques « 1.3.1.0 et 1.1.1.0 » de la nomenclature de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 11

Le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives, et le chef d'état-major de l'armée de terre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera adressé à Monsieur le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan.

Fait à Paris, le

**Prescriptions techniques particulières
relatives aux installations de production et de distribution d'eau de F1 et Bonne
Fontaine du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan - 56380 GUER**

Pièce jointe : plans des périmètres de protection

Ces ouvrages soumis à autorisation devront faire l'objet d'un entretien et d'un suivi régulier (volume mensuel prélevé, qualité des eaux brutes, anomalies de fonctionnement, résultats des analyses de surveillance), les éléments d'information étant reportés sur un carnet d'entretien permettant de faciliter le diagnostic en cas de pollution accidentelle ou de découverte fortuite de pollution chronique. Un personnel formé, qualifié et toujours disponible, permettra d'intervenir en cas de sinistre et de déversement au milieu naturel en liaison avec les autorités compétentes de protection civile.

Compte tenu des interconnexions existantes entre les réservoirs de stockage présents sur le groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, des mesures adaptées devront être prises pour garantir l'absence de mélange entre les eaux provenant des forages F1 et Bonne Fontaine et celles produites par le SIAEP de Guer-Beignon.

L'exécution et l'utilisation éventuelle de nouveaux ouvrages de captage pour l'alimentation en eau potable du camp ne pourront se faire sans qu'une étude hydrogéologique approfondie ait mesuré l'incidence de ces nouveaux travaux et équipements sur la qualité et le volume des ressources exploitées par les captages actuels.

Un plan d'alerte sera mis en place en cas de pollution accidentelle, notamment concernant le risque routier et celui d'une pollution par des hydrocarbures dans le cas d'un accident d'aéronef sur les zones d'atterrissage.

Il est établi un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée pour chaque captage définis dans l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, M. CARRE d'octobre 2008, avec les servitudes suivantes, prononcées sur les parcelles incluses dans ces périmètres.

Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate sont constitués d'une partie des parcelles où sont situés les forages. Ils sont définis par des enceintes grillagées maintenues en bon état et munies d'un portail fermé à clef afin d'interdire l'accès aux personnes étrangères à la maintenance des installations.

A l'intérieur des périmètres de protection immédiate, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

- tous dépôts, installations ou activités autres que ceux nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau y seront interdits,
- aucun traitement chimique concernant la végétation n'est autorisé.

Une haie permettant de matérialiser la présence de l'ouvrage sera plantée en limite du périmètre de protection immédiate du forage F1. Son entretien sera régulier.

Dans l'hypothèse où ces domaines seraient éventuellement cédés, ces espaces devront être identifiés et bornés par un géomètre si la finalité d'usage des forages est maintenue.

Périmètres de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres inclus dans le terrain militaire (cf. annexe), en ce qui concerne les activités et travaux futurs, sont interdits :

- le déboisement et les coupes à blanc, l'exploitation du bois reste possible dans le cadre d'un objectif particulier de protection des eaux captées qui sera précisé avec l'Office National des Forêts ;
- l'ouverture et le comblement d'excavation ;
- le stockage de produits pouvant porter atteinte à la qualité des eaux captées ;
- les dépôts d'ordures ménagères et de tous déchets susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement ;
- l'installation de canalisations, de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature, cette interdiction ne s'applique pas aux canalisations destinées à l'alimentation en eau potable ;
- les épandages de matières organiques ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des prairies, des bois, des talus, des fossés, des ruisseaux et de leurs berges, des accotements des routes ;
- la création de bâtiments (dont l'implantation de cantonnements), à l'exception de ceux destinés au fonctionnement de la distribution A.E.P. ;
- la création de nouvelles voies de communication ou la modification des voies existantes.

Par ailleurs, les parcelles en prairies naturelles seront maintenues en l'état.

Annexe : Plans des périmètres de protection rapprochée

—— Source de Bonne Fontaine

--- Forage F1

